

Le dernier chic : promouvoir le mal commun.

Article rédigé par *Liberté politique*, le 11 mars 2016

Les dirigeants de notre pays devraient n'avoir qu'un seul et unique objectif : promouvoir le bien commun. Telle devrait être leur mission, pour laquelle nous les élisons...et les payons. L'analyse quotidienne de ce qu'ils font, ou de ce qu'ils ne font pas, démontre à l'envi qu'ils n'ont désormais qu'une seule idée en tête : promouvoir le mal commun.



La crise migratoire prend une ampleur considérable et se transforme en invasion pure et simple : le gouvernement légifère dans l'urgence pour que l'accueil des migrants soit facilité, que les aides soient accrues et que les conditions d'obtention de la nationalité française soient assouplies.

L'islamisation de la France devient le principal sujet d'inquiétude des Français : le gouvernement se couche, en donnant autant qu'il le peut des signes forts de soumission au monde musulman, dont le dernier exemple est l'attribution de la Légion d'honneur au futur dirigeant d'un des pays les moins fréquentables de la planète.

La pornographie est un tsunami qui emporte tout sur son passage, et ravage les consciences, des plus petits aux plus âgés : le gouvernement s'apprête à autoriser les adolescents à visionner en salle de cinéma des films hautement pornographiques.

L'extrême gauche manifeste avec violence de Nantes à Calais et de Rennes à Marseille : les forces de l'ordre regardent et se terrent.

La théorie du *gender* est une pure escroquerie intellectuelle, ignorant volontairement, et assez stupidement, la réalité de la nature humaine : sa promotion au sein de l'Education nationale est désormais le chantier prioritaire du ministère.

Quelques courageuses nations se donnent pour objectif de lutter contre le suicide européen programmé par les élites du continent : le gouvernement les fustige publiquement, semaine après semaine.

Cette liste, hélas, pourrait s'allonger indéfiniment. Ne nous y trompons pas, la déconstruction quotidienne va s'accélérer pendant les 14 mois à venir : ses promoteurs se sont donnés pour mission de déconstruire le plus possible pendant le court temps qui leur reste avant 2017. La reconstruction, à partir de l'année prochaine, demandera donc des efforts d'autant plus considérables aux nouveaux élus. Notre devoir, d'ici là, est d'agir avec une détermination sans faille pour favoriser l'émergence des seuls candidats susceptibles de sauver la France.

François Billot de Lochner,

président.